

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.  
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire : 4E722  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

SAMEDI  
21 AOUT 1976

Belgique 15 FB  
Grèce : 20 drach  
Italie : 300 liras  
Portugal : 15 esc  
Suède : 2,25 Ks.  
Suisse 1 FS

## FRANCE-SOIR EN GREVE: EXTENSION DE LA SOLIDARITE

Beaucoup de monde hier soir à l'assemblée générale.

L'intersyndicale et la société des journalistes ont rencontré Winckler qui s'est alarmé des difficultés financières dues à la grève et a menacé de vendre ce qui lui reste des parts à Hersant. Il a dit : « vous perdrez avec moi le dernier garant de l'indépendance de la rédaction. » Sans rire...

Ces déclarations n'ont pas ébranlé l'intersyndicale qui, à ce moment, propose unanimement de reconduire la grève pour 48h. Elle propose également une suspension du mouvement le 24 août « par respect pour la justice. » En effet, c'est mardi que doit avoir lieu le référé qui demande un administrateur provisoire nommé par la justice. Celui-ci aurait pour charge d'administrer *France-Soir* jusqu'à un jugement définitif de Hersant sur le fond selon l'ordonnance de 1944.

La motion de l'intersyndicale se conclut par un appel à la vigilance et à la grève active. Le *Journal du Dimanche* qui ne fait plus partie du Groupe *France-Soir* paraîtra quant à lui. Le délégué CGT co-signataire de la motion de l'intersyndicale intervient alors : « Nous avons une position claire, la lutte de la rédaction ne peut continuer à s'enfermer dans le choix ou le refus de tel ou tel. Les enjeux sont tels que nous serions amenés à prolonger outre-mesure la grève. Il nous suffit de garanties précises sur le maintien des emplois, les salaires, le respect des engagements par rapport à la rédaction. » C'est clair et net, la direction de la CGT compte sur les élections de 1978 pour changer les choses. Le délégué du Syndicat national des journalistes (SNJ) intervient alors avec fermeté : « *France-Soir* n'est pas seul, c'est la lutte finale de toute la presse française, ce n'est pas seulement une bataille, c'est la guerre. » Après quelques nouvelles interventions, la CGT demande alors une suspension de séance pour pouvoir rédiger une motion contradictoire, prenant ainsi l'initiative d'une rupture de l'intersyndicale. Elle justifie ce tournant par la menace que fait planer Hersant de faire sortir pour lundi un journal pirate avec des journalistes jaunes de *France-Soir*. Elle appelle en conséquence à reprendre le travail dimanche soir. Une information tombe : Hersant aurait déclaré au comité intersyndical du Livre son intention de sortir son journal pirate à la SIRLO. Or le délégué présent de la FFTL affirme pour sa part que les travailleurs du livre refuseront de sortir un *France-Soir* pirate. La CGT maintient sa motion contradictoire appelant à la reprise dimanche soir « pour ne pas favoriser la provocation d'Hersant, et ne pas

laisser aux travailleurs du Livre la responsabilité de la lutte des rédacteurs ».

Pour le délégué CFTD par contre : « Si Hersant sort dans des conditions acrobatiques malgré l'opposition des travailleurs du Livre, une feuille quelconque, il se compromettra encore plus et cela renforcera notre détermination. »

La motion contradictoire de la CGT étant repoussée par 118 voix (46 pour, 8 blancs), la grève continue.

*Il y a huit ans, les chars russes entraient dans Prague*

## LES 204 JOURS DU PRINTEMPS DE PRAGUE

21 août 1968. Après 204 jours de printemps les troupes soviétiques entraient à Prague pour briser au plus vite une expérience pour les uns plein d'espoir, pour les autres lourde de périls. Huit ans après, la normalisation qu'ils imposèrent, n'a toujours pas connu le succès escompté. A Prague la résistance passive est aujourd'hui la règle et la résistance active n'est plus l'exception. Lettres de protestations, samizdats, journaux clandestins circulent en grand nombre dans le pays interdisant au gouvernement actuel toute réelle stabilité de son pouvoir.

Pour tout le mouvement stalinien, l'intervention est restée comme une écharde dans le pied. Succès militaire, elle n'a pas été un succès politique. Alors que demeure profond en Tchécoslovaquie l'aspiration à un socialisme authentique, dans les pays capitalistes l'intervention n'a pas peu contribué à accroître le scepticisme sur la nature du socialisme dans les pays de l'Est, sans pour autant qu'augmente le crédit des sociétés « libérales », mêmes « avancées ».

Nous commençons aujourd'hui la publication d'un article sur le « printemps de Prague ». La deuxième, et dernière partie sera publiée dans notre numéro de lundi. Nous publierons en septembre un reportage sur la Tchécoslovaquie actuelle.

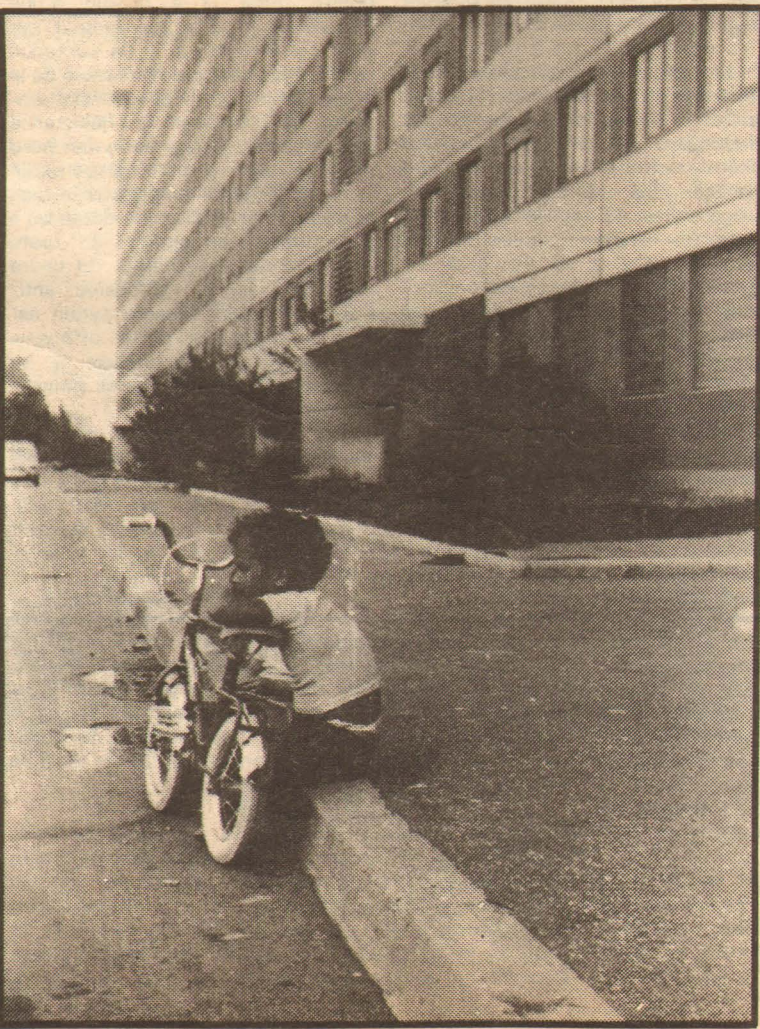
LIRE PAGE 8

## ● Afrique du Sud : 33 noirs assassinés

LIRE PAGE 2

*Avec ceux qui ne partent jamais en vacances*

## AOUT A LA COURNEUVE



*40 ans après son assassinat*

## LORCA FAIT TOUJOURS PEUR

Le poète catalan José Augustin Goytisolo a été condamné à une amende de 200 000 pesetas (14 000 francs) pour avoir lu en public une œuvre de Federico García Lorca lors de l'hommage rendu à l'écrivain le 5 juin dernier à Fuentevaqueros, en Andalousie.

Le gouverneur civil de Grenade qui a pénalisé M. Goytisolo précise dans son procès verbal que le poème de Garcia Lorca incriminé « porte atteinte à l'ordre public ». L'agence espagnole « Europa press » qui a diffusé vendredi cette information ne précise pas de quel poème de Lorca il s'agit mais rappelle que M. Goytisolo a dix jours pour payer son amende, faute de quoi, il sera incarcéré.

## SOUFRIERE : LES REVOLUTIONNAIRES PROPOSENT

● *Déclaration du  
Groupe Révolution Socialiste*

LIRE PAGE 6

Pointe à Pitre, de notre envoyée spéciale

Le Bureau Politique du Groupe Révolution Socialiste, section antillaise de la IVe Internationale, vient de publier une longue déclaration sur les événements en Guadeloupe. Nous reviendrons lundi sur son contenu mais publions dès aujourd'hui sa conclusion qui représente un plan d'actions concrètes proposé par les trotskistes antillais.

« ...Les réfugiés doivent prendre en main eux-mêmes dans les camps et au-dehors la gestion du soutien qui leur est apporté en créant des comités populaires de base. Ces comités sont indispensables pour traquer la spéculation et le marché noir, pour empêcher que les grosses entreprises commerciales et les affairistes pourris ne soient les principaux bénéficiaires de la détresse des travailleurs, pour lutter contre la hausse des prix, pour con-

trôler l'utilisation des secours de toutes natures et veiller à leur répartition équitable entre les sinistrés. Les travailleurs doivent exiger dès maintenant :

la réquisition de tous les grands hôtels au profit exclusif des sinistrés, la réquisition des casernes de soldats, de gendarmes et de CRS, le report sine die du paiement de toutes les dettes, loyers, traites et la suppression des impôts pour les travailleurs de la région sinistrée. La reconnaissance aux travailleurs privés d'emploi du statut de chômeur technique qui leur assure 90 % de leur salaire. L'ouverture de grands chantiers qui emploieraient prioritairement, dans leur spécialité, les ouvriers condamnés au chômage. L'organisation effective de la solidarité antillaise notamment par la réouverture immédiate et la mise à la disposition des réfugiés des grands hôtels fermés à la Martinique... »

## GUADELOUPE

### Valse-hésitation autour d'un volcan

Les déclarations de Stirn se suivent et se contredisent. Jeudi il envisageait le retour des travailleurs dans la zone interdite pour reprendre leurs activités. Vendredi, tout est changé. « Les indices se multiplient, annonce-t-il, indiquant la production d'une manifestation volcanique ». Jeudi de zéro à 16 h environ 140 secousses ont été enregistrées. Les séismes se sont multipliés dans la nuit et le matin de vendredi. Ce qui est le signe d'une activité très élevée du volcan. Envisager un retour, même limité des réfugiés, est pour le moins étonnant, surtout lorsqu'on sait que l'équipe de techniciens a annoncé qu'elle ne pouvait prévoir que deux heures avant la déflagration finale. Deux heures suffiraient-elles pour évacuer les agriculteurs retournés sur leur terres ?

### Communiqué de Combat ouvrier

Combat ouvrier dénonce le ton satisfait des déclarations officielles qui cache les conditions déplorables dans lesquelles s'est déroulée l'évacuation des habitants de la zone menacée par la Soufrière.

Malgré les précédentes alertes, aucune préparation sérieuse, ni du transport, ni de l'hébergement des réfugiés n'avait été entreprise.

Les camps d'accueil sont en nombre insuffisant et la plupart des habitants menacés n'ont pu se loger que grâce à la solidarité de la population.

Pourtant en matière d'organisation, le colonialisme français a déjà montré sa compétence lorsqu'il s'est agi de déplacer hommes et matériel pour réprimer les ouvriers en lutte aux Antilles ou ailleurs.

Combat ouvrier proteste contre le manque total d'information dont souffrent les émigrés antillais quant au sort de leurs familles sinistrées.

Combat ouvrier appelle tous les travailleurs à exiger du gouvernement français :

1) La mise en oeuvre immédiate de moyens effectifs pour assurer des conditions d'hébergement décentes aux réfugiés ;

2) Des garanties quant à la situation ultérieure des réfugiés ;

3) La création dans l'émigration antillaise d'un service public d'information sur la situation effective en Guadeloupe.

## AFRIQUE DU SUD

Les affrontements de Port Elisabeth ont fait 33 morts

### LES INDUSTRIELS S'INQUIETENT

Le bilan officiel des affrontements qui se sont déroulés mercredi et jeudi dans la ville de Port Elisabeth est de 33 morts et 28 blessés.

Vendredi matin les manifestants se sont regroupés dans les rues de ce centre industriel où, comme dans le reste des grandes villes les écoles noires sont fermées. Les murs des quartiers noirs ont été couverts de slogans demandant le « black power » (pouvoir noir). D'autres manifestations ont eu lieu à Middelburg près de Johannesburg et à Moserest près du Cap. La police raciste de Vorster continue à effectuer des arrestations parmi les dirigeants noirs. 12 personnes auraient été arrêtés à Durban, théâtre, la semaine dernière d'importantes manifestations d'étudiants et, 300 policiers ont investi la faculté de médecine pour noirs de l'université de Natal. Ils y ont arrêté 21 personnes. Environ 60 personnes ont ainsi été arrêtées depuis la semaine passée.

Les industriels d'Afrique du Sud voient avec inquiétude l'extension des mobilisations de la population noire. Port Elisabeth est un gros centre industriel où l'on trouve en particulier les usines de construction automobile. Or de nombreux travailleurs noirs sont réduits au chômage du fait de la crise économique et les industriels redoutent une jonction entre les étudiants noirs - qui ont jusqu'ici fourni le gros des mobilisations - et les travailleurs.

C'est pourquoi la Chambre de l'industrie du Transvaal a présenté un mémorandum au premier ministre Vorster, l'invitant à introduire rapidement une série de réformes susceptibles d'éliminer « le mécontentement latent » qui règne parmi les africains. Ils demandent entre autres la reconnaissance de la permanence de la présence des noirs dans les zones urbaines (alors qu'ils ont actuellement un statut d'immigré) et l'élimination des discriminations dans les salaires et dans l'emploi. Ce mémorandum conclut avec une certaine dose de cynisme que le « noir urbanisé est plus intéressé par sa paye que par la politique ». C'est sans doute pourquoi ces patrons racistes espèrent « calmer » la révolte du peuple noir d'Afrique du Sud pour une bouchée de pain.

● A Montréal, 40 membre du conseil québécois de la Paix ont manifesté devant le consulat sud-africain pour protester contre la répression exercée par le régime raciste de Johannesburg contre les manifestants africains. Ils ont demandé la rupture des relations diplomatiques entre le Canada et l'Afrique du Sud tant que celle-ci maintiendrait sa politique d'apartheid.

## LIBAN

### Les jusqu'aboutistes réactionnaires se heurtent aux objectifs syriens

La vie devient de plus en plus difficile à Beyrouth, surtout dans le secteur contrôlé par les palestino-progressistes. Faute d'eau et d'électricité en quantité suffisante, des produits de première nécessité viennent à manquer. D'autres produits atteignent des prix astronomiques alors que la population est totalement démunie. Le blocus total imposé aux régions musulmanes par les troupes syriennes, les forces réactionnaires libanaises et Israël qui bloque les ports de Saïda et de Tyr au

sud du Liban a pour but d'affamer la population et de briser sa détermination à la Résistance.

Sur le terrain, des accrochages sporadiques ont lieu partout au Liban. La véritable bataille de la montagne, annoncée par la droite chrétienne n'a toujours pas commencé. Entretemps, les obus pleuvent sur tous les quartiers de la capitale. Plus de cent cinquante personnes ont été tuées au cours des deux derniers jours.

Les dirigeants syriens s'estiment satisfaits des résultats obtenus par les combats des deux derniers mois. Le danger d'une suprématie de la gauche libanaise a été définitivement écarté ; l'accord syro-palestinien signé à Damas le 29 juillet 1976 lui permettra dès son application d'exercer une tutelle de fait sur les palestiniens ; les piliers d'un futur état fort au Liban, indodé à la Syrie sont déjà mis en place. Plus rien ne justifie aux yeux des Syriens la poursuite de combats offensifs contre la résistance palestinienne.

Une large fraction de la droite chrétienne enivrée par ses récents succès militaires, espère continuer la lutte réactionnaire jusqu'au bout et réaliser ainsi les objectifs initiaux de l'offensive anti-palestinienne en avril 1975 : la jugulation pure et simple de la Résistance palestinienne.

Le leader du PNL, Camille Chamoun, ancien président de la république, actuel vice-premier ministre, ministre de l'intérieur et des affaires étrangères, a déclaré hier au cours d'une interview accordée à Europe 1 que « seule une présence palestinienne désarmée sera tolérée au Liban ».

Le colonel Fouad Malek, l'un des responsables de l'armée libanaise resté fidèle au président ultra-réactionnaire Soleiman Frangïé a affirmé sa volonté de « libérer le

La chute du camp palestinien de Tell el Zaatar survenue le 12 août dernier, en renforçant la droite chrétienne libanaise, a ravivé les différends qui la séparent du régime syrien. Ce dernier qui avait envoyé ses soldats et ses chars au Liban pour empêcher la déroute totale des forces réactionnaires n'est cependant pas prêt d'accepter un déchaînement des fanatiques chrétiens qui irait contre ses intérêts propres.

Les premières divergences sont apparues au lendemain de la chute de Tell el Zaatar, lorsque le parti des Phalanges et le Parti National Libéral (droite chrétienne) ont menacé les forces palestino-progressistes de les déloger par la force des villages occupés par ces dernières il y a un peu plus de quatre mois. La reprise de ce secteur par les forces réactionnaires nécessite la participation effective de l'armée syrienne, les milices d'extrême droite ne pouvant qu'effectuer des incursions sporadiques et bombarder ces villages de loin. Le régime syrien a déçu l'espoir des leaders chrétiens en se contentant de menacer les palestiniens d'entreprendre une « action militaire décisive » au Liban si un règlement politique n'est pas établi avant le 15 septembre prochain.

Liban tout entier de l'agression palestinienne » et de « rejeter tout accord de trahison semblable à l'accord libano-palestinien du Caire ». Cet accord conclu en novembre 1969, régit les relations libano-palestiniennes ; il est inclus dans le récent accord syro-palestinien.

Le régime syrien n'a pas varié de politique depuis le début de la guerre civile. Il a besoin d'une Résistance armée et puissante (C'est pour cette raison qu'il l'a soutenue pendant les neuf premiers mois de la guerre), mais docile et « compréhensive ». En perdant la Résistance palestinienne, le régime syrien perd un atout qui lui est indispensable pour forcer Israël à négocier et bien négocier. Il ne fait pas de doute qu'il s'opposera fermement à toute velléité d'outrepassement du cadre tracé par lui à l'offensive anti-palestinienne. Le régime syrien est prêt à reprendre cette offensive uniquement s'il se heurte à un raidissement des dirigeants palestiniens.

La droite chrétienne, forte du soutien du régime syrien et des autres régimes arabes ne peut rien tenter seule. Bon gré mal gré, Chamoun et ses compères devront se plier très tôt à la volonté syrienne.

Selim Accaoui

De son côté, Kissinger a présidé deux réunions de « l'état major de crise » à la Maison Blanche. Il a refusé de révéler les mesures qui pourraient être prises par les Etats-Unis après la mort des deux officiers américains. Cependant des avions de combat U.S. ont été envoyés en renfort en Corée du Sud et d'autres sont prêts à partir.

Le ton monte à la suite de l'incident de Panmunjom mais il apparaît très peu probable que cette escalade de déclarations débouche sur de nombreux affrontements en Corée. Signalons que la tension actuelle n'a pas empêché la tenue de la réunion bimensuelle des représentants des Croix Rouges nord et sud coréennes.

F.P.

## aux quatre coins du monde

### PORTUGAL

● Les représentants de l'armée de l'air et le colonel Jaime Neves, commandant le régiment des commandos d'Amadora, étaient absents aux cérémonies de prise de fonction du Général Vasco Lorenço comme gouverneur militaire de Lisbonne. Les premiers qui représentent l'aile la plus conservatrice de l'armée, auraient manifesté ainsi leur hostilité à la nomination à ce poste d'un ancien membre du « groupe des neuf ». La presse portugaise qui commente cet incident, affirme qu'il serait révélateur d'une nouvelle crise importante dans l'institution.

### ESPAGNE

● Le gouvernement Suarez vient d'interdire la tenue d'un banquet en l'honneur des officiers de l'Union militaire Démocratique (UMD) récemment libérés en vertu du décret d'amnistie. Les autorités ont justifié cette décision en affirmant que ce banquet pouvait porter « atteinte au prestige des forces armées ».

### GRECE : LE TRIBUNAL D'ATHENES REJETTE LA DEMANDE D'EXTRADITION CONTRE POHLE

● La cour criminelle d'Athènes, qui devait examiner le cas Rolf Pöhle, le membre de la Fraction Armée Rouge arrêté en Grèce il y a un mois, a rendu son verdict hier. Elle a rejeté par trois voix contre deux la demande d'extradition des autorités bavaroises. La tribunal a estimé « que les délits dont est accusé Pöhle, sont en rapport avec les objectifs politiques de son organisation, qui lutte contre l'impérialisme ».

Il devrait donc être libéré dans les 24 heures sauf si le parquet fait appel entre temps. Un meeting de soutien avait rassemblé plus d'un millier de personnes lundi dernier à Athènes.

Outre la projection d'un film sur les méthodes juridico-policières utilisées par le gouvernement ouest-allemand dans le procès Baader, plusieurs personnalités ont pris la parole pour réclamer la libération de Pöhle.

Ce meeting, organisé par plusieurs groupes d'extrême gauche dont deux organisations trotskystes (le FCR et l'OCIG - section grecque de la IV<sup>e</sup> internationale) constituait l'aboutissement d'une importante campagne de mobilisation depuis trois semaines. Le succès certain du meeting en a traduit l'impact en même temps qu'il marquait la première apparition importante de l'avant garde grecque sur le terrain de la solidarité internationale.

## COREE

## LE TON MONTE

Le dictateur de la Corée du Sud, Park Chung Hee, se sert de l'incident de Panmunjom pour raviver une campagne anti-communiste qui trouve de moins en moins d'échos dans la population. Le régime a fait défiler les « masses » pour dénoncer la « brutalité des nord-coréens ». Des patrouilles de la police armée ont fait leur apparition à Séoul, la capitale sud-coréenne et les 600 000 hommes de l'armée de la Corée du Sud ont été placés en état d'alerte.

Le porte-parole du gouvernement de Séoul a déclaré que si les nord-coréens « poursuivaient leurs desseins guerriers, leur destin serait définitivement scellé ». Les autorités de Séoul ajoutent qu'elles restent vigilantes et ont toutes raisons d'être « exceptionnellement inquiètes ».

## QUELLE LIBERTE DE QUELLE PRESSE ?

La question de la liberté de la presse est à nouveau posée avec l'achat de *France-Soir* par Hersant. Elle l'a déjà été sous un angle différent l'an dernier avec *Républica*. Certains ont pu s'étonner que l'ensemble de la presse non contrôlée par Hersant (depuis *L'Aurore* jusqu'à nous) prenne la défense de façon quasi-unanime de la rédaction de *France-Soir* face aux visées de Hersant et du gouvernement. Et pourtant, on sait bien que

*France-Soir* était un journal diffusant l'idéologie bourgeoise, et un soutien le plus souvent fort peu conditionnel du gouvernement. La seule fausse note à l'égard de cette lutte émane du *Canard enchaîné*. Pour lui c'est une question de peu d'importance qui ne justifie pas « l'émoi qu'elle suscite, *France-Soir* étant auparavant un journal gouvernemental et le restant : « qu'est-ce que la liberté a à faire là-dedans ? »

Le conflit de *France-Soir* n'est pas si simple, et il ne s'agit pas pour nous d'une défense de la presse bourgeoise. Il met en lumière trois points :

1. L'uniformisation de l'information avec la concentration des titres par un même capital et qui menace la presse régionale ;
2. La main-mise directe du pouvoir sur une partie encore plus importante des moyens d'information ;
3. La mise en place de moyens techniques menaçant la diffusion dont l'existence du reste de la presse quotidienne à diffusion nationale. En effet l'impression décentralisée de *France-Soir* et du *Figaro* en province conduira les NMPP à supprimer leur service avion pour le sud de la France d'où des retards considérables. Ces moyens de télétransmission ne sont pas un mal en eux-mêmes : au contraire, ils pourraient permettre une diffusion meilleure et plus rapide de Paris vers la province, mais tout dépend dans quel cadre.

La bourgeoisie se sert souvent d'une soi-disant « défense de la liberté de la presse » comme argument anti-communiste et anti-ouvrier. Elle l'utilise entre autres pour mener grâce à ses capitaux des campagnes d'intoxication contre un gouvernement qui lui déplaît : c'est un moyen qu'utilisa la réaction au Chili pour préparer le « coup » de Pinochet. Et quant à l'affaire *Républica* au Portugal, le PS qui avait fait à cette occasion son cheval de bataille de la liberté de la presse n'hésita pas à faire plastiquer *Radio-Renaissance* occupée par les travailleurs et dont le contenu lui déplaisait par un commando militaire. Pour eux, la liberté de la presse est à sens unique.

### Liberté de la presse... à capitaux.

Dans la société capitaliste, la liberté de la presse est aussi sur un

point comparable à la « liberté d'entreprendre » de la bourgeoisie. C'est à dire que cette liberté est pratiquement limitée aux capitaux et même de plus en plus aux très gros capitaux. La liberté de la presse pour les groupes sociaux sans appuis financiers est un leurre. Actuellement, qui peut créer ou racheter un grand journal ?

Mais il ne s'agit pas seulement de la liberté de créer une entreprise de presse. *Quelle liberté de l'information existe-t-il ?* L'information elle-même, marchandise pas comme les autres, comment est-elle produite ? Même les grands journaux n'ont pas partout des correspondants. Elle est donc recueillie par les journalistes en bonne partie à travers les agences de presse (AFP, ACT, UPI, etc) qui elles-mêmes pratiquent des choix et prétraitent l'information. Elle est toujours coupée de la base sociale qui l'a produite et les journalistes qui l'utilisent ou non, ne remettent pas en question leur production.

Mais si c'est la bourgeoisie qui possède le mieux le moyen de se servir de sa liberté de la presse, il serait totalement faux de l'assimiler à une structure de l'Etat en tant que telle. Il n'est pas besoin de développer sur les possibilités d'expression du mouvement ouvrier sous une dictature fasciste bourgeoise qui la supprime. Et nous défendons la liberté de la presse contre tout ce qui peut la limiter, quelque soit le contenu de la presse bourgeoise. Défense que peut seule mener réellement et jusqu'au bout la classe ouvrière, mais dans laquelle nous ne jetons pas l'exclusive du type *Canard enchaîné* : c'est bien fait pour leur gueule, ils n'avaient qu'à pas être si gouvernementaux.

C'est pourquoi nous soutenons les rédacteurs de *France-Soir* dans leur lutte sur un aspect de cette question. Cela ne va pas bien sûr avec la défense qu'a eu *France-Soir* ! Mais nous défendons le droit à l'existence de la presse même si nous combattons ses idées.

### « L'idéal de la résistance »

L'ordonnance du 26 août 1944 sur la presse a tenté de limiter la concentration par un même capitalisme des entreprises de presse : condamnation des prête-noms, interdiction de diriger plusieurs quotidiens, publications régulières de la liste des actionnaires. En 44, la perspective était d'une loi sur le statut des entreprises de presse. Elle n'a jamais vu le jour, et l'ordonnance est tombée en désuétude face à la pression des grands capitaux qui commencent à racheter les titres plus ou moins ouvertement (Prouvost, Béghin, Boussac, Paribas...).

Cette ordonnance permet une bataille intéressante qui rassemble l'ensemble des travailleurs de la profession, les organisations ouvrières, et aussi des « libéraux » bourgeois que choque le cynisme du pouvoir.

Les syndicats de journalistes en 73 et 75 ont élaboré des textes sur le « droit à l'information ». Si l'ensemble des droits revendiqués sont très intéressants : liberté d'accès aux sources d'information, devoir des pouvoirs publics de communiquer les données qu'ils détiennent, libre diffusion de la presse y compris étrangère, aide financière de l'Etat inversement à la surface publicitaire, libre circulation dans l'école, l'armée, les prisons ; création d'un secteur public d'impression offrant les possibilités matérielles à des groupes de lancer des publications, etc ; le problème se pose quant au contrôle rédactionnel. La chartre revendique « la responsabilité exclusive de l'équipe rédactionnelle sur la gestion de l'information. » C'est à dire sur le contenu même du journal. La question s'était déjà posée en 68, des travailleurs de l'ORTF avançant l'auto-gestion des médias par les professionnels de l'information. Le danger est du même type que celui rencontré à *Républica* : la gestion d'un instrument de travail dont la



production doit refléter les préoccupations de millions de travailleurs par les seuls travailleurs de l'information. Les journalistes défendent en effet une « objectivité » de l'information (issue de l'idéologie bourgeoise) que seul pourrait garantir la conscience professionnelle individuelle des journalistes.

### Pour une presse de partis

Le journaliste classique de la presse d'opinion, n'est pas le plus souvent à l'image (romanesque) du reporter risque-tout, mais il est de toute façon coupé du milieu dont il tire l'information, au mieux il reflète un certain humanisme populiste. Et ceci ironise sur le malheureux journaliste militant de la presse d'un parti contraint à produire dans la ligne. Mais l'orientation qui est ainsi traduite dans un article est issue de la réflexion de milliers de militants qui travaillent, habitent, discutent dans tous les secteurs de la société. Et l'apport de correspondants occasionnels, militants ou lecteurs, donne une nouvelle éclairée par leur propre pratique, qui transforme ainsi le mode de production de l'information par rapport aux dépêches d'agences ou même au repotage sur place. L'information de la presse révolutionnaire « n'est plus un simple produit à consommer, mais un élément de réflexion en vue d'une pratique, d'une intervention, d'une polémique ».(1)

Notre journalisme doit faire présager dès maintenant du type de presse pendant une crise révolutionnaire et dans la période de transition au socialisme. Des informations qui ne subissent pas le passage obligatoirement déformant, par des rédacteurs extérieurs à la vie sociale dont ils parlent. C'est la fonction des « tribunes des luttes », ouvertes aux syndicats et aux organes démocratiques des travailleurs dans nos colonies et qui déboucheront sur l'expression des organismes d'auto-organisation des travailleurs. La presse révolutionnaire doit être aussi le terrain du débat entre les différents courants du mouvement ouvrier permettant un maximum d'échanges d'idées, même si le choix nécessaire des contributions revient aux militants journalistes qui rédigent le journal. Et dans une période de transition au socialisme, tous les partis doivent pouvoir s'exprimer par la presse, sauf appel au

racisme, ou référence au fascisme.

Cette conception de la presse n'exclut pas la multiplicité des autres journaux, leur orientation future critique ou en contradiction avec le jeune pouvoir des travailleurs. Mais l'expropriation des grands moyens d'information et de diffusion est nécessaire à une liberté de la presse non contradictoire avec la démocratie ouvrière. Les différents groupes sociaux pourront ainsi disposer des moyens d'expression que leur refuse la « liberté de la presse » bourgeoise.

Il ne s'agit pas bien sûr de vider du même coup les journalistes de tel ou tel journal d'opinion ou de leur imposer une censure quelle qu'elle soit. Les journaux seront ainsi à la disposition des travailleurs, non pas selon le critère du capital qui a les moyens d'imposer l'omniprésence de ses publications, - et la réduction à la portion congrue de la presse ouvrière - mais suivant ce qu'eux-mêmes en choisiront. Et gageons que sous l'impact du processus révolutionnaire, même les rédactions traditionnelles changeront souvent de perspectives.

### Et tout de suite

Nous soutenons la lutte des rédacteurs de *France-Soir*, mais pas les illusions que peuvent avoir des journalistes sur leur propre « objectivité ». Cette lutte porte des coups au capital de presse tel qu'il sévit, au gouvernement par l'information qui a percé sur ses menées en vue des élections et ses tripatouillages financiers. C'est aussi une lutte pour l'existence d'une pluralité de journaux et pour la survie de la presse de partis.

L'objectif de l'application de l'ordonnance de 44, c'est :

- le démantèlement et l'expropriation du groupe Hersant.
- Face à la menace sur la diffusion en province, nous exigeons :
  - maintien de la diffusion de presse (à un prix abordable) par l'expropriation des NMPP
  - la nationalisation des téléprocédés de fac-similé et leur possibilité d'utilisation par l'ensemble des journaux.

Lise Thalou  
Note (1). Daniel Bensaid, *La Révolution et le pouvoir*, chez Penser/Stock, page 289. (Pub gratuite : en vente à la librairie Rouge, 10, impasse Guéméné, Paris IV<sup>e</sup>).



## UNIVERSITE

### Pas un rond pour l'UNEF!

## DIX NEUF BRIQUES POUR L'UNI

« Je ne peux subventionner avec l'argent du contribuable une association qui bafoue la liberté du travail, empêche les étudiants de suivre les cours, instaure en climat d'intolérance et contribue même, trop souvent à la dégradation des instruments de travail, qui ont été payés par l'état ». « Cette Association ouvre la porte au terrorisme intellectuel, mais aussi au terrorisme physique ».

De qui Alice Saunier Seité parlait-elle, en ces termes vendredi à l'Europe 1 ? Des organisations fascistes, qui font régner la terreur à Assas, interdisent l'entrée de la faculté aux étudiants de gauche, empêchent toute liberté d'expression et inscrivent même sur les murs de la fac : Goldman au four ? (1)

Pas dutout, c'est de la bonarde UNEF (Renouveau) à qui elle vient de retirer sa subvention qu'il s'agit. Car Alice a une conception bien à elle, de la représentativité des organisations étudiantes, à qui elle distribue des fonds. (Elle refuse

d'ailleurs de donner la liste de ces associations). Il s'agirait là « de renseignements de caractère confidentiel ». Mais on peut néanmoins apprendre, qu'en 1974, diverses organisations fantomatiques « modérées » ou « réformistes » (AMRU, FNAGE, CELU... Vous connaissez ?) avaient reçu de l'Etat des sommes variant entre 10 000 et 70 000 Frs. La meilleure part du gâteau : 190 000 F ayant été offerte à l'UNI (Union Nationale Inter-universitaire) pour ses bons et loyaux services : intimidation d'étudiants grévistes, maintien de l'ordre... nouveau à la faculté d'Assas... Cette distribution des fonds de l'Etat à une organisation fasciste est scandaleuse de même, que la suppression de la subvention à l'Unef. Cette décision révèle la mesquinerie du Secrétaire d'Etat et annonce une rentrée difficile. (1) Goldman est le président de l'Université d'Assas, fort modéré sinon réactionnaire, au demeurant et qui tolère les activités des fascistes sur sa faculté, mais qui garde néanmoins à leurs yeux le pêché impardonnable d'être juif.

## vers une édition complète de la IV<sup>e</sup> Internationale

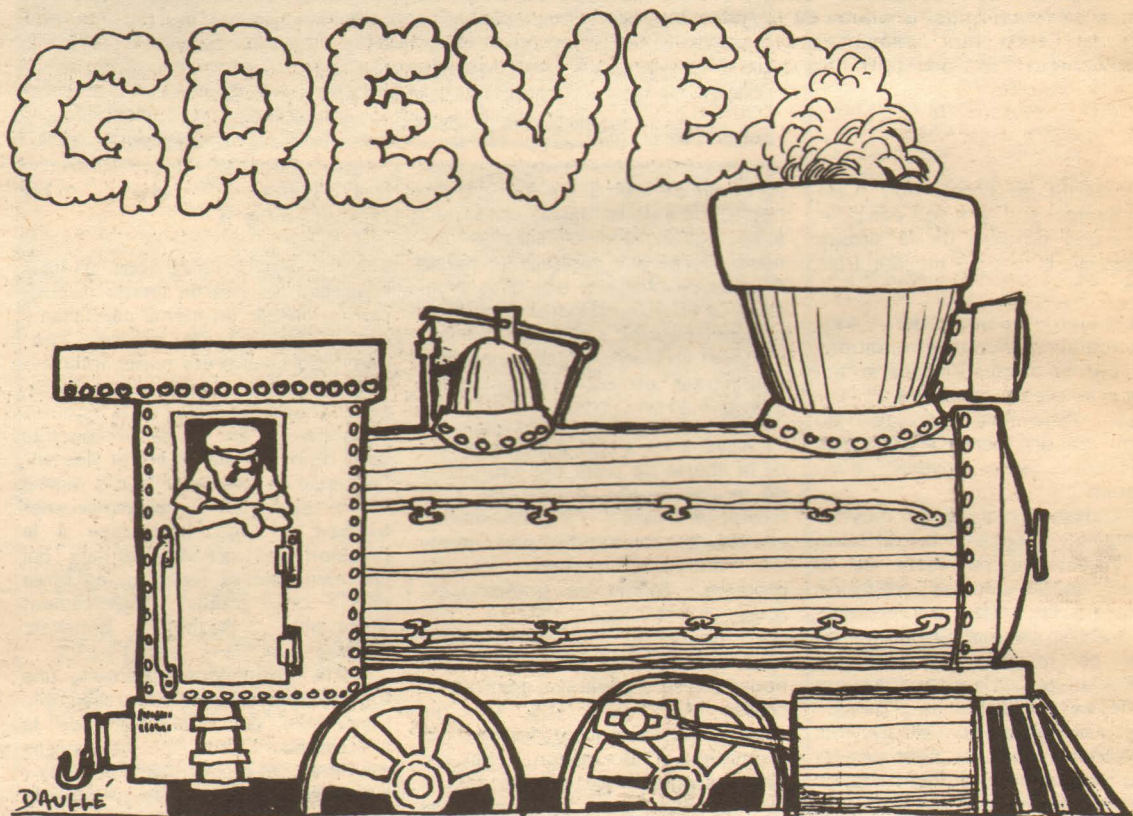
La LCR envisage de sortir en fac-similé la collection complète de la revue Quatrième Internationale, du Comité Exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale. La totalité des numéros parus de 1936 à 1971 comporterait environ 10 000 pages divisés en 11 volumes. L'édition d'une telle collection constituerait la base indispensable pour bien connaître l'histoire de la Quatrième Internationale, ses analyses sur tous les événements importants des 35 dernières années, ainsi que les thèses et résolutions de ses congrès mondiaux.

Cependant une telle édition va nécessiter un investissement financier considérable. Chaque volume couvrira autour de 120F. Pour commencer le travail sans risque, il nous faut être sûr de pouvoir compter sur l'engagement d'environ 350 personnes prêtes à souscrire 1 000 F pour l'achat de la totalité de la collection. Nous savons, que certains de nos lecteurs, des collectivités, des bibliothèques, seraient intéressés par ce projet. Dans l'immédiat, avant de prendre toute décision, nous demandons à toute personne, qui serait prête à s'engager à souscrire à nous le faire savoir en nous écrivant au journal.

## SNCF

### Contre le grade T 5

## GREVE DES CONDUCTEURS AUJOURD'HUI



C'est finalement huit régions qui se retrouveront dans l'action contre la création du grade de T 5 pour les conducteurs. La grève a démarré hier entre 4 heures et 12 heures ; elle devrait être assez massivement suivie, vu le mécontentement accumulé contre la création de ce nouveau grade qui ne fera que renforcer la hiérarchie et malgré une certaine confusion dans l'organisation du mouvement. C'est tout d'abord la CGT qui, sans appeler à un mouvement national, a déposé des préavis de grève région par région. La CFDT, qui se déclare favorable à un mouvement national n'a donné aucune consigne d'action à ses sections. Localement l'accord a pu se faire entre CGT et CFDT comme à Chambéry, Lyon, Paris-Montparnasse, au dépôt de Villeneuve St Georges ou même avec FO, comme à Bordeaux.

Mais la question qui se pose pour tous les roulants qui ont mené sans résultat une grève dure et massive en mars, c'est : comment faire reculer la direction avec un mouvement qui dès le départ, est limité dans le temps (26 heures) et dans l'espace. C'est pourquoi une série de régions ont décidé dès maintenant de partir en grève pour les retours de vacances ; des préavis ont

été déposés dans ce sens à Nantes à Tours, Bordeaux et Rouen envisage d'en faire autant. Les cheminots disposent en effet d'un moyen de pression fantastique sur la direction en prolongeant leur mouvement, mais on sait aussi que celle-ci jouera autant que possible sur l'absence de coordination du mouvement, sur l'isolement de ceux qui veulent continuer la lutte. L'expérience des dernières grèves a prouvé que les directions syndicales s'accrochent fort bien de voir les secteurs les plus avancés sans perspective centrale et se refusent ainsi à engager une bataille frontale pour la satisfaction des revendications. Cette animation de la grève, cette circulation de la grève ce sera aux secteurs concernés à les prendre en charge par l'intermédiaire des assemblées générales ou les comités de grève, comme on avait vu l'embryon en mars. Décidément le mois d'août c'est pas les vacances pour les cheminots.

Lopez

Les régions qui seront dans le mouvement. Paris-Montparnasse, Rennes, Limoges, Nantes, Bordeaux, Tours, Chambéry, Lyon.

## La FFTL et le conflit de France-Soir

# LE CORPORATISME NE SUFFIRA PAS !

Dans un communiqué publié en commun avec le syndicat des journalistes CGT, la fédération française des travailleurs du livre (FFTL) a fait connaître sa position sur le conflit de France-Soir. Communiqué sybillin. Après avoir dénoncé correctement le sens de l'opération Hersant sur France-Soir et apporté aux journalistes en grève « leur entière solidarité », on ne sait toujours pas ce que la FFTL est prête à faire pour concrétiser sa solidarité. Selon la FFTL, en effet, sa solidarité ne saurait se « confondre dans les manœuvres qui se résument à la recherche d'hommes providentiels. L'issue des luttes engagées à France-Soir comme ailleurs ne peut s'enfermer uniquement dans le choix ou le refus de tel ou tel ».

Certes, encore que les journalistes de France-Soir se sont aussi mis en grève à cause de la personnalité nauséabonde de Hersant, ce qui est loin d'être négligeable. Dernière cela il y a le refus d'un certain type d'information, ce qui est, même si tous les journalistes ne sont pas du même avis sur la question, fort positif.

Mais alors, que propose la FFTL ? Rien, si ce n'est de garder en mémoire le problème : « la lutte pour la défense du pluralisme de l'information, garantie d'une certaine liberté d'expression, du maintien de l'emploi et des avantages acquis, la

dénonciation de l'attitude du pouvoir qui place l'information sous son contrôle, doivent demeurer nos préoccupations essentielles ». Jusqu'à quand ? Probablement jusqu'aux élections de 78, mais la FFTL demeure obscure sur la question. Il y a dans ce communiqué une (fausse) naïveté qui confine à l'irresponsabilité, dans les couloirs de France-Soir, dans ses contacts avec les syndicats de journalistes, la FFTL affirme qu'il lui est indifférent que le patron de France-Soir soit Hersant ou Dupont, à condition qu'il ait signé l'accord cadre liant les patrons de presse aux syndicats du

livre. C'est le cas de Hersant qui a signé en juillet dernier, non sans, préalablement, s'être retiré du syndicat patronal de la presse parisienne. Il a tenu à signer à titre individuel, pour bien montrer que tout accord ultérieur signé par le syndicat patronal ne l'engagerait pas. Avec lui se sera chaque fois une négociation au coup par coup. Cela en dit long sur les arrières pensées du bonhomme.

Cela n'empêche pas la FFTL d'avoir totale confiance en la validité de la signature d'Hersant. Dans ces conditions la grève des journalistes n'est pas directement son affaire.

Même plus, elle la considère comme irresponsable dans la mesure où elle risque de mettre en chômage technique les ouvriers du livre qui travaillent à France-Soir. Ce langage qui s'habille du déguisement du réalisme est en vérité un langage à courte vue. Il faut être en effet myope pour ne pas voir la suite de l'opération. Hersant s'occupe d'abord des journalistes et s'ac-

corde un répit du côté du livre en signant un accord qui est, par ailleurs, loin d'être une victoire pour les travailleurs. Ensuite une fois les journalistes mis au pas (s'il y arrive), il verra ce qu'il faut faire avec les ouvriers.

Cette tactique du salami, les travailleurs du livre risquent bien d'en faire les frais si la FFTL continue à se cantonner dans une défense uniquement corporatiste, avec pour seul horizon les législatives de 78. Les journalistes ne sont pas un milieu qui spontanément se mobilise pour la défense des travailleurs. Le long conflit du Parisien Libéré l'a montré maintes fois. Leur retourner ce contentieux et ne rien faire concrètement pour les soutenir dans leur lutte d'aujourd'hui c'est prendre le risque - énorme - d'être face à Hersant, au Figaro ou ailleurs, sans leur concours. C'est accepter d'aller divisés aux batailles qui s'annoncent, catégories par catégories. C'est prendre déjà une sérieuse hypothèque sur la défaite.

Georges Marion

## Attentat raciste à Rueil

Jeudi matin, vers 2 h 15, un incendie criminel éclatait chez un commerçant marocain, rue des Blanchettes à Rueil. Le feu s'est rapidement propagé à l'intérieur du magasin et c'est un pur hasard que les deux immigrés qui dormaient dans l'appartement au-dessus du magasin n'aient pas péri, brûlés vifs. Les racistes en effet n'avaient pas lésiné sur les moyens pour que tout brûle le plus vite possible ! Cet attentat raciste n'est hélas pas le premier du genre à Rueil. En février 75, un travailleur de l'équipe de nuit de chez Bernard-Moteurs en sortant de l'usine était grièvement blessé par deux balles. Car à Rueil, ville dont le maire est Baumel - « l'ex-oreille du gouvernement » retiré - est un lieu où il ne fait pas bon être étranger. ARueil comme ailleurs, la campagne raciste de Poniatowski fait des émules. Il est grand temps qu'une riposte unitaire et sans exclusive de tout le mouvement ouvrier puisse faire échec à cette nouvelle attaque contre les immigrés.

Correspondant

## L'ETE 1936 DES PAYSANS

en lutte

Pendant le déferlement des grèves ouvrières de juin 1936, un des principaux arguments employés par le Parti Communiste, pour stopper la dynamique révolutionnaire fut : n'effrayons pas les ruraux, la paysannerie n'est pas prête à accepter des changements profonds, nous risquons de la jeter dans les bras des groupes agrariens fascistes, prenons notre temps pour gagner les travailleurs de la terre à la cause socialiste.

Thorez parlant le 11 juin 1936, devant l'assemblée des communistes de la Seine, présenta l'appui unanime de la paysannerie comme la condition fondamentale d'une conquête révolutionnaire du pouvoir : « Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. Tout le monde sait que notre but reste invariablement l'instauration de la République Française des Conseils Ouvriers, de paysans et soldats. Mais ça n'est pas pour ce

soir, ça n'est même pas pour demain matin. Non, n'est-ce pas camarades, toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour le pouvoir des soviets en France. Je veux en indiquer une seule. Nous n'avons pas encore derrière nous, avec nous, décidée comme nous à aller jusqu'au bout, toute la population des campagnes. Nous risquerions même en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des couches de la petite bourgeoisie et des paysans de France ».

Curieusement, le Parti Communiste qui avait avec succès introduit la lutte de classe au village, dans ses bastions ruraux (Cher, Corrèze, Lot-et-Garonne...), considérait brusquement la paysannerie comme un tout, un ensemble homogène qui ne pouvait être gagné que globalement par une politique réformatrice à long terme. Il faut prendre les propos de Thorez, non comme l'aboutissement d'une analyse marxiste des mi-

lieux ruraux au printemps 1936, mais comme un prétexte pour freiner les aspirations révolutionnaires, d'une partie importante de la classe ouvrière.

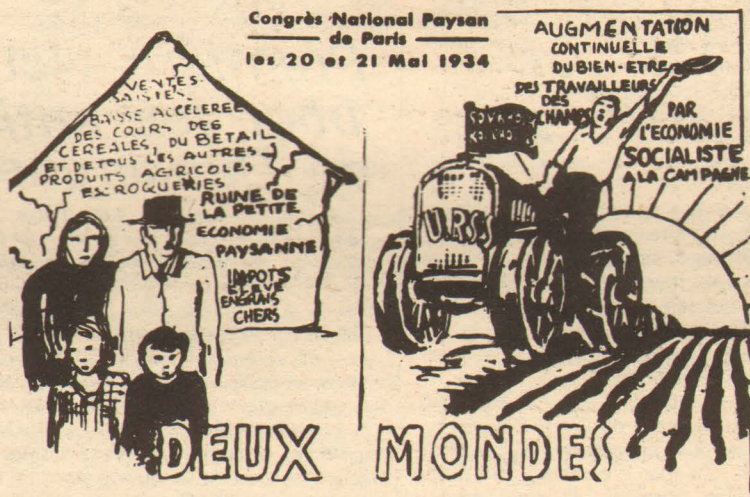
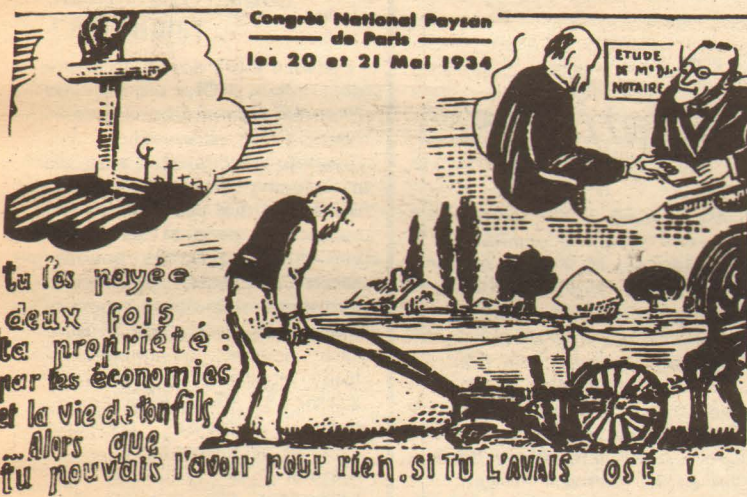
### Tendre la main au fascisme vert ?

Quelle était la situation réelle de cette paysannerie ? Les ouvriers agricoles encore nombreux, surexploités, étaient prêts à imiter leurs frères des villes ; ils le prouvèrent pendant l'été. Une part importante de la paysannerie des départements « rouges » du Centre et du Sud, avait voté pour les candidats du Front Populaire et attendait autre chose que des réformes, pour mettre fin à leur appauvrissement, accéléré par la crise économique. La grande masse des petits paysans des départements réactionnaires, restait sous l'emprise des socié-

tés agrariennes bourgeoises, relayées depuis les années trente par des mouvements à dynamique fasciste. Pour la gagner, fallait-il tendre la main aux grands propriétaires et notables ruraux qui les trompaient ou leur offrir en exemple une classe ouvrière offensive, porteuse d'avenir, prête à soutenir leurs luttes pour la suppression du métayage, du fermage, des intermédiaires ? En fait, l'histoire trancha. Les agrariens repoussèrent avec mépris les propositions « d'Unité Paysanne » de la Confédération générale des Paysans Travailleurs (communiste). La bourgeoisie rurale, loin d'être neutralisée par une politique réformatrice, utilise sa surreprésentation au Sénat, pour écarter toute mesure en faveur des ouvriers agricoles, des métayers et des fermiers, avant de provoquer la chute du gouvernement Blum.

C.P.

La propagande du Parti communiste en milieu rural. Cartes postales éditées par la Confédération Générale des Paysans travailleurs.



### CHAIX : JOURNÉE PORTES OUVERTES SAMEDI

Les travailleurs de l'imprimerie Chaix à Saint-Cuen, qui occupent leur usine depuis le 6 décembre 75 pour la défense de leur emploi organisent une journée portes ouvertes samedi 21 août à partir de 14 heures. Chaix fait partie du groupe Néogravure qui est de nouveau menacé puisque le patron n'a pas tenu les engagements pris après une grève de trois semaines sur l'ensemble du groupe.

### LES MAUVAISES SURPRISES DE L'ETE

- Les licenciements sont maintenus à Air Alpes. Le PDG de la direction régionale maintient sa décision de licencier 30 personnes dont 13 pilotes, en dépit de l'opposition du CE. (AFP)
- L'usine Griesser ( finition et montage de volets et de stores) en Seine et Marne, fermera ses portes le 1<sup>er</sup> septembre, la direction ayant décidé de centraliser ses ateliers autour de Nice. 120 salariés de plus au chômage. (AFP)
- Les ateliers métallurgiques de Montmorency (Haute Vienne), 115 ouvriers, ont cessé toute activité au début d'août après le dépôt de bilan intervenu en mars. Jeudi dernier, une journée ville morte était organisée en solidarité avec les ouvriers licenciés.
- A l'entreprise de textile d'ARCT (Roanne) les 300 licenciements sont confirmés.

Fa e aux nouvelles mesures d'expulsion, le foyer Mathurin Moreau est en lutte depuis septembre 73. Le comité de grève appelle les organisations ouvrières et démocratiques à participer à la réunion de soutien qui aura lieu samedi 21 août à 14 heures, 44 avenue Mathurin Moreau (19<sup>e</sup>).

### Les ouvriers agricoles en grève

## « FAIRE LES MOISSONS POUR NOTRE COMPTE »

A la veille du Front Populaire, le prolétariat agricole restait peu politisé, peu organisé, mais avec des contrastes régionaux importants. Les bûcherons du Centre et les ouvriers viticoles du Languedoc, constituaient, comme au début du siècle, le fer de lance du syndicalisme de classe. Les trois millions d'ouvriers du Nord, de la Beauce, de la Bretagne, échappaient presque complètement au mouvement syndical. En 1933, la Fédération Unitaire de l'Agriculture (C.G.T.U., contrôlée par le P.C.), groupait quatre mille adhérents répartis ainsi : 73% d'ouvriers forestiers du Centre et du Limousin, 19% de viticoles du Midi, 5% d'ouvriers agricoles de la Beauce, du Gâtinais, du Nord, 3% d'ouvriers horticoles de la Région Parisienne.

### Travailleurs français et étrangers, unis

L'emploi massif dans les années trente, d'ouvriers agricoles polonais, espagnols, italiens, paralysa un temps le mouvement syndical, mais lors du Front Populaire, les émigrés se rallièrent aux luttes. Le président du syndicat professionnel des agriculteurs varois, pouvait se lamenter : « C'est une majorité d'ouvriers de nationalité étrangère, italienne surtout, qui gagneraient dans leur pays 10 ou 12 liras par jour, qui veut nous imposer sa volonté, sur cette terre de France, trop hospitalière ». Le printemps n'est pas une période d'emploi intensif de la main d'oeuvre agricole, aussi seules les régions betteravières (démariage) connurent des grèves simulta nées

à celles des villes. La Seine-et-Marne, l'Aisne, furent particulièrement touchées. Mais dès juillet, les grèves simultanées des moissons, des battages se multiplièrent dans l'Île-de-France et le Centre.

### Tremblay-la-Rouge

Des ouvriers agricoles allongés sur l'herbe de la place de la ville, chantant l'internationale, criant : « Des soviets partout ! », discutant du sort futur des terres des « Plâtrières », les plus dures à cultiver du terroir : Voilà tremblay-laGonesse (Seine-et-Marne pendant la deuxième quinzaine de mai et la première de juin. Des équipes se relaient de 4 heures à 23 heures pour assurer le piquet de grève, aux porches des grandes fermes ; d'autres s'entassaient dans la benne municipale pour aller débaucher les ouvriers des communes voisines, Mitry-Mory, Roissy, Le Mesnil-Amelot... entrent dans le mouvement. Le soir, une centaine de grévistes accompagnés de leur femme, discute dans les cafés tenus par des sympathisants communistes. Certains préconisent l'occupation des exploitations, avec refus de donner les soins aux animaux. Les patrons devançaient ce risque en faisant évacuer nuitamment le bétail.

Comment un mouvement aussi dur, a-t-il pu voir le jour dans cette ville de 5 800 habitants ? Une grève très combattive avait éclaté en mars 1932 les patrons n'avaient pas hésité à faire charger leurs employés par les gendarmes à cheval. Les ouvriers vaincus gardèrent une haine tenace contre les bettraviers intransigeants : le maire, ami des

gros propriétaires, dut faire garder les réunions publiques du conseil municipal, par une dizaine de gendarmes. En mai 1935, les habitants des lotissements populaires et les ouvriers agricoles, élurent une municipalité communiste. La revanche approchait ; le succès électoral du Front Populaire, en avril-mai 1936, donna le signal. Dès le 15 mai, deux cents ouvriers arrêtèrent le démarrage des betteraves. La police appelée par leur soin n'ose pas intervenir. Au fil des jours, des semaines, le mouvement se durcit, remet en cause la propriété de la terre. Les patrons comprennent (eux-aussi) qu'il faut « savoir terminer une grève » ; le 15 juin, ils acceptent la quasi totalité des revendications syndicales : salaire, logement.

S'il ne s'était agi que d'une simple lutte « pour le pain », les grévistes auraient remporté une belle victoire, pourtant ils restaient insatisfait. La preuve, le 20 juillet, en pleine moisson, les ouvriers arrêtèrent de nouveau le travail.

Selon un observateur « Ils discutent l'éventualité de faire la moisson pour leur compte. Leurs dirigeants leur ont fait entendre, en effet, que, si les patrons ne voulaient pas céder, la récolte ne serait pas perdue pour cela ». Aussi beaucoup de travailleurs n'étaient pas favorables à la conciliation. Au contraire, les patrons voulaient négocier rapidement. La préfecture et la municipalité firent pression sur les responsables syndicaux et finirent par faire accepter le 22, un accord donnant de petits avantages divers. La combativité était alors brisée. Après une petite tentative de

grève en septembre, les ouvriers de Tremblay, durent accepter la réduction des effectifs permanents de 20%. Les gros patrons s'engageaient dans la voie de la mécanisation pour compenser le prix de la main-d'œuvre.

### Des grèves à répétition

Les autres grèves sont moins connues. Le Populaire et l'Humanité en parlèrent peu, quand à La Voix Paysanne (hebdomadaire communiste), elle les ignora pour ne pas effrayer les propriétaires. En observant les conflits qui éclatèrent dans quatre communes du Cher, on constate, que comme à Tremblay, la répétition du mouvement : la grève se déclarait en juillet, reprenait en août, parfois même en septembre. Partout le patronat cherchait à négocier, quitte à revenir ensuite sur ses engagements. Quand aux bûcherons, ils imposèrent aisément leurs revendications au début de la saison d'hiver, y compris l'organisation de l'embauche par le syndicat. Pourtant, la dynamique révolutionnaire des grèves était déjà brisée et la préfecture pouvait se déclarer prête à prendre « toutes mesures utiles pour faire respecter la liberté du travail ». Le mouvement syndical sortait renforcé, les effectifs de la Fédération de l'agriculture CGT dépassaient 200 000 adhérents en janvier 1937. Le prolétariat agricole de nombreux départements n'entra en lutte qu'en 1937, mais il n'avait plus devant lui un patronat désarmé et à ses côtés une classe ouvrière offensive.

Claude Pannetier

Avec ceux pour qui les vacances sont un paradis impossible

## LA COURNEUVE AU MOIS D'AOUT

« Les pieds dans l'eau »... ? D'accord. Mais si on parlait aussi un peu de ceux qui gardent les pieds dans la merde toute l'année, mois d'août compris. Ils sont nombreux, dans cette banlieue ouvrière de la Seine St Denis où je travaille. La « Cité des 4 000 » à La Courneuve, vous connaissez ? On la voit de loin, quand on passe sur l'autoroute du nord. C'est juste à côté... du Fort de l'Est. Un ensemble tellement hideux qu'il faudrait forcer ceux qui l'ont conçu à y habiter. La « Cité des 4 000 », c'est une vraie ville. Ou plutôt un ghetto, où 16 000 personnes peuvent survivre.

Pendant le mois d'août, le soleil rend encore plus crue la laideur des immenses bâtisses, du scandaleux terrain vague toujours pas aménagé. Pas moyen d'ignorer les grandes lézardes sur les murs craqueux. Et puis les gosses, qui traînent leur ennuï sur les marches d'escalier.

Les gosses : c'est vrai qu'il y en a moins que pendant l'année. La municipalité (communiste) en a fait partir pas mal en colonie. Mais les parents c'est une autre affaire. Rares sont ceux qui peuvent se permettre de partir.

Je vais rendre visite à M<sup>r</sup> et Mme V. C'est au 14<sup>e</sup> étage. Ils m'ont téléphoné ce matin au bureau. Il fallait que je vienne vite. Ils ont reçu une lettre d'expulsion. Mme V. affolée me montre la dernière feuille envoyée par l'huissier. Avant, il n'y a pas si longtemps on appelait ça un « ORDRE DE DEGUERPIR ». Maintenant c'est plus joliment un « COMMANDEMENT DE QUITTER LES LIEUX ». Depuis le printemps le préfet a demandé à ce que les expulsions soient « plus humaines ». Mais si on n'obtempère pas, la fin de la lettre menace toujours aussi explicitement de faire recours « A LA FORCE ARMÉE SI BESOIN EST ». La force armée... juste en bas, on les voit par la fenêtre : les half tracks du Fort de l'Est qui rentrent de manoeuvre. Ils sont en terrain conquis dans cette cité ouvrière. Ça donne de drôles d'images dans la tête ? Un peu, oui. D'autant plus que, au cas où on ne comprendrait pas, il y a un flic par cage d'escalier, jouant à l'« éducateur » avec les mômes. L'armée manoeuvre, la police s'incruste.

Les expulsions... Ils avaient dit que c'étaient des Habitations à Loyer Modéré (HLM). Au début ils disaient que le loyer serait de 400F... mais avec les charges, ce loyer se monte à 850 F. Le mari de Mme V. est au chômage technique depuis 6 mois. Il ne touche que 140f par mois. Si on veut faire manger les 6 gosses, il ne reste plus rien pour le loyer.

Pourtant c'est vrai que cette année il y a eu moins d'expulsions. Les actions menées par la municipalité portent leurs fruits. Elle s'adresse souvent à moi pour me signaler les familles menacées.

En rentrant au bureau, je téléphone à la préfecture pour savoir où en est la procédure d'expulsion. Depuis le début des vacances, j'ai droit à cette savoureuse réponse stéréotypée : « Expulsions locatives ou étrangers » ???... Les étrangers, c'est vrai, j'oubliai, c'est un problème à part. Merci, Ponia...

Je vais voir ensuite M<sup>r</sup> et Mme D. Les vacances ! Avec quoi vous voulez qu'on parte ? Avec mes indemnités chômage ?? Tiens, regardez ! A croire que les huissiers ne prennent pas de vacances ! Il me montre la feuille bleue que lui a laissée l'huissier : pour une dette d'assurance-incendie de l'appartement de 180F, l'huissier menace de saisir tous les meubles, la salle à

manger, la télé, le réfrigérateur, la machine à laver, même les lits ! Comme le mentionne le Procès Verbal de saisie « comme plus rien n'étant à saisir » ! ! ! ! !

Les gosses plantés là devant l'éternelle télé, le seul jouet de la maison, la seule chose aussi qui leur permette de voir qu'existe autre chose que le grand ensemble d'en face ! Pourquoi ne jouent-ils pas dehors ? Rires gênés des gosses... Le père : « On est noirs !... alors c'est pas possible de laisser les gosses jouer dehors, ils se font insulter, agresser : l'un deux a eu le bras cassé dernièrement ; ; ; les gens sont racistes ! On voudrait habiter dans une cité où il n'y aurait que des étrangers comme nous, au moins les gosses seraient tranquilles ! ».

Il y a ceux aussi, qui, quand même, ont réussi à partir : Mme A vient me voir à ma permanence : « oui, on est allé à la campagne, chez mes parents. Ça a juste coûté le voyage qu'on a réglé avec les congés payés de mon mari... Mais on est rentrés hier, et « ils » sont venus couper l'électricité. Eh oui, deux jours avant de partir, on a reçu la facture de l'EDF, on aurait pu payer avec son salaire, mais c'était ça ou les vacances ! ».

Dernière famille : Mme F. qui revient de passer 15 jours chez des amis qui les ont invités à partager leur tente, dans un camping près de la mer du nord. « Vous savez, je n'avais jamais vu la mer... ». Elle a une quarantaine d'années. Elle est née au moment du Front Populaire. Des premiers congés payés. Curieux, non ? « La mer c'est beau. Surtout pour les gosses ». Et pour elle ? « Moi ? Oh ! je n'ai pas osé entrer dans la mer, ça me faisait peur ».

Les pieds dans l'eau. Toujours d'accord. Mais pas au point d'oublier certaines douches froides.

Elia



## Première victoire pour les antimilitaristes de Dunkerque

Après 24 heures de garde à vue, Jean-Marc Morocutti et Christian Tubœuf ont été relâchés après leur comparution devant le juge d'instruction. Ils sont cependant inculpés tous les deux de « complicité de dégradation de véhicule » et placés sous contrôle judiciaire. (voir Rouge du vendredi 20 août) En réalité, cette mesure peut en cacher une autre. A travers cette affaire, c'est la volonté des flics d'en finir avec la jeunesse bouillante de Dunkerque dont il s'agit. Une première perquisition a été effectuée au domicile de Jean-Marc. Est-ce le début d'un quadrillage de Dunkerque pour raison d'enquête ? Car le pouvoir à Dunkerque veut une ville aseptisée. Une ville où les travailleurs d'usines et des chantiers navals lui ont déjà donné des coups de boutoir et qu'il a peur de ne plus savoir contrôler et réprimer quand il le faudra. Les élections municipales ont commencé à Dunkerque et la majorité présidentielle commence à placer ses pions.

Dès maintenant, nous exigeons le non-lieu pour Christian Tubœuf et Jean-Marc Morocutti et la fin de la procédure d'enquête.

## Armée

### L'arrivée de la 76/08 :



## C'était pas triste !

Nos camarades du nouveau contingent arrivant à Tübingen ont été surpris et agréablement surpris, après une journée dans le train avec la fatigue et le sentiment amer qu'on y est pour de bon et jusqu'au cou dans cette armée, ce sont des banderoles et des poings levés qui les attendaient à la gare. Les crevures aussi ont été surpris eux qui s'attendaient au traditionnel lancer de tracts dans les camions et bien ce coup-ci le papier avait fait place au tissu et tac ! on les a bien eus : trois grandes banderoles, la première annonçant le titre de notre journal « GV... M'facher », la seconde demandant la « liberté d'expression et d'organisation à l'armée » et la troisième « Troupes françaises hors d'Allemagne », « Solde = SMIC », « deux 72 h par mois ». Tous les camions remplis à craquer des gars qui

arrivaient sont passés devant les banderoles (il n'y avait pas d'autres chemins). Beaucoup de poings se sont levés, dans les camions, des slogans ont été lancés par les gars qui n'ont pas oublié que peu de temps avant ils avaient lutté dans leurs lycées, leurs usines ou dans leurs facs.

Alors que Bigeard nous dit qu'il n'y plus de comités de soldats, il aurait fallu qu'il soit présent ce soir-là, il en aurait sûrement repris pour dix ans quand il aurait vu ses « petits gars » lui crier à la gueule que les contingents passent mais que les comités demeurent toujours plus forts et plus nombreux jusqu'à la victoire !  
Vivent les comités de soldats !  
Comités de soldats de Tübingen, 405° BCS, 613° CI, 24 GCM, 5° RD.

## les temps modernes

### RECUPERATION FAMILIALE AU LAVANDOU

Face à la hausse des prix, il faut bien s'organiser. Et en famille pourquoi pas ? C'est ce que faisaient les 34 personnes arrêtées hier au Lavandou après avoir été prises en flagrant délit de vol à l'étalage. Du grand-père aux petits enfants, chacun avait sa tâche et l'entreprise de « récupération » semblait prospère, jusqu'au moment où quelques commerçants se sont mis à porter plainte. Selon les flics, 70 personnes seraient concernées par cette opération familiale d'un genre un peu particulier. Les « romanichels » étaient déjà mal vus dans la région. Gageons que les opérations coups de poing dans les caravanes et roulottes n'ont pas fini de frapper les itinérants basanés.

### BOUH ! LES VILAINS TRICHEURS !

Quinze jours après la clôture des Jeux Olympiques de Montréal six haltérophiles viennent d'être disqualifiés. Les résultats (tardifs) des analyses anti-doping viennent en effet de révéler que ces athlètes ont eu recours pendant les épreuves à des produits anabolisants. Ces produits, proches de l'hormone mâle ont la propriété d'apporter une masse musculaire accrue, davantage de force, et une plus grande résistance à l'effort. Ainsi s'expliquent certaines curieuses « contre-performances » d'athlètes qui, utilisant habituellement ces produits s'en sont dispensés pendant les jeux, par crainte des analyses.

Le comique de l'affaire est que maintenant les résultats sont invalidés et que les médailles changent de titulaires. Ce qui permet à un ou deux français de mettre quelques orfèbres sur le podium. Y a pas de petit profit.

### LA FETE A ST TUGEN

Le 22 août 76, grande fête à St Tugen (Sud-Finistère) pour protester contre l'implantation d'une centrale nucléaire sur le site de Plogoff. Il y aura des artistes locaux, des jeux, des panneaux, des associations... Se rendre à cette fête, c'est affirmer et renforcer le combat anti-nucléaire.

### LA FETE A MONTSEGUR

A Montségur, grande fête organisée par Lutte Occitane le 22 août toute la journée. Il y aura du monde et on pourra parler entre deux merguez des problèmes du pays Occitan.

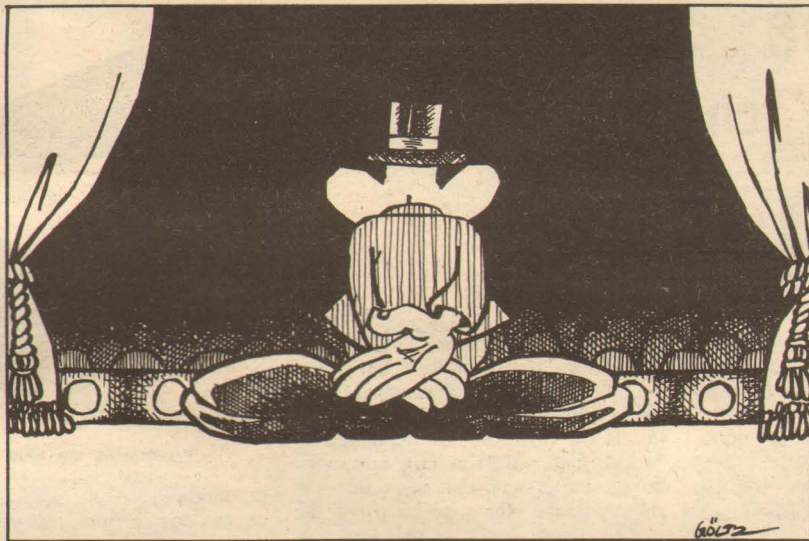
### RECTIFICATIF A L'ARTICLE SUR L.O.

Dans l'article sur le dossier de LO à propos du féminisme une erreur de frappe a changé le sens du passage suivant (3<sup>e</sup> colonne, ligne 4).

Il faut lire : « Sont-ils contre la forme actuelle de ce mouvement où ils sont aussi contre ce qui est pourtant un acquis du mouvement ouvrier : la nécessité d'une organisation de masse spécifique de femmes (voir les positions défendues par les premiers de l'Internationale communiste et l'expérience de la Révolution russe) »

## ● THEATRE

### LE THEATRE DU PEUPLE DANS LES VOSGES



Le théâtre du Peuple a été créé en 1895 par le poète vosgien Maurice Pottecher, afin d'apporter aux habitants de ces hautes vosges éloignées des centres culturels de l'époque, une initiation à l'art dramatique.

L'entreprise de Maurice Pottecher, la première du genre hors de Paris fut dès son apparition un immense succès. Elle avait été créée au fond d'une vallée, à Bussang, village de 2000 habitants.

La volonté de ce poète de 28 ans avait triomphé de l'obscurantisme, balayé les barrières de l'étroite convention théâtrale et suscité l'enthousiasme de 2000 personnes issues de tous les milieux, de toutes les classes, de toutes les confessions. On redécouvrait alors un théâtre populaire.

A l'origine théâtre en plein air, il fut quelques années plus tard pourvu d'une scène abritée, ouvrant - fait exceptionnel - sur le décor naturel, puis les bancs des spectateurs furent abrités sous une charpente rustique ouverte sur les côtés.

Après la première guerre mondiale, aidé par les habitants de Bussang, Maurice Pottecher reconstruit le théâtre dans sa forme définitive. L'originalité en est remarquable avec une salle abritée par une charpente d'un seul élan, une construction entièrement en bois, réalisée par un menuisier-charpentier de Bussang.

La salle contient 1000 places, la scène a une ouverture de 17 mètres au fronton de laquelle sont inscrits ces mots : « Pour l'art, pour l'humanité ».

Le théâtre du peuple est un théâtre non professionnel et le fut toujours.

En 1895 les premiers acteurs du TDP furent le poète lui-même, les gens du village, sa femme Camille, de Saint-Maurice dite tante Camm, elle fut la première comédienne professionnelle du théâtre.

Durant 50 ans un comédien, Pierre-Richard Willm a consacré à côté des fondateurs, ses loisirs et les mois d'été à en diriger le plateau.

A ses origines le RTDP était le premier exemple de décentralisation théâtrale, il est aujourd'hui toujours essentiellement animé dans chacune de ses disciplines, jeux décors, costumes, administration et intendance par les habitants du village ; des comédiens de métier ont trouvé à Bussang, à l'exclusion de toute renommée personnelle un équilibre et une satisfaction qu'ils partagent harmonieusement avec les amateurs.

Subvenant très longtemps à ses dépenses par ses propres moyens, le théâtre du peuple tire encore maintenant de ses recettes (tarifs limités pour être accessibles à tous) l'essentiel de ses ressources.

Jean Vilar parle du théâtre du peuple en ces termes : « l'œuvre de Maurice Pottecher fut déjà pour nos aînés, un exemple, un pur exemple, de théâtre populaire »

Il le reste pour nous. Bussang est une expérience émouvante, une entreprise émouvante, une leçon au meilleur sens du terme.

Le théâtre du peuple trouva immédiatement un répertoire parfaitement adapté à ses buts et à son public. Farces villageoises, légendes vosgiennes et alsaciennes, mystères, tous signés Maurice Pottecher.

Les animateurs actuels du théâtre ont cependant pensé que, sans trahir le moins du monde son fondateur et les buts poursuivis, le théâtre du peuple était parfaitement accessible à d'autres œuvres. C'est pour cela que le théâtre présente cette année un cycle shakespearien qui commence par : *Le songe d'une nuit d'été*. Peu de scènes en France et même dans le monde sont aussi « élisabéthaines » que celle de Bussang. Son cadre champêtre, sa structure de bois, son immense plateau et son public populaire conviennent admirablement à Shakespeare, auteur populaire s'il en est.

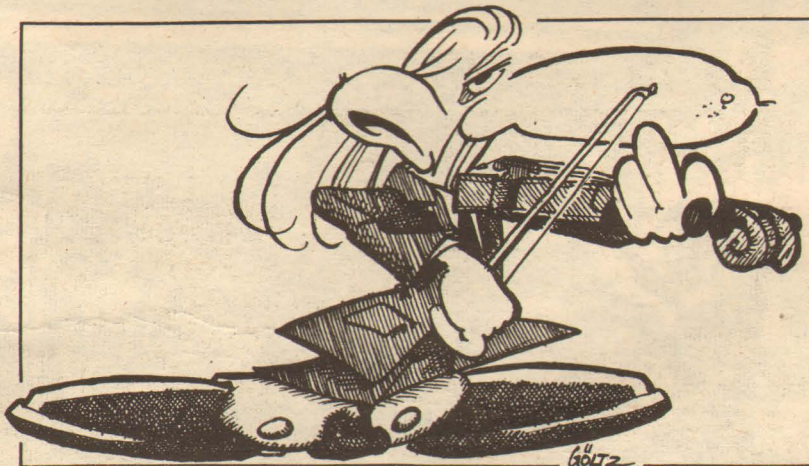
Le théâtre du peuple qui, loin du soleil avignonnais poursuit son travail original et combien utile n'a reçu jusqu'ici que les miettes de l'attention et de l'aide nationale. Ceci ne l'empêche nullement de remplir ses salles à plus de 80 %. Offrir Shakespeare à un public qui pour la plupart ne vient pas au théâtre, n'est-ce pas tenir au flambeau de la décentralisation qui si souvent vacille à maints endroits à la mode ?

Représentations, les 21, 22, 29 août 1976 à 15 heures.  
Prix : 20 15 et 6 francs  
Location : au théâtre, ou par téléphone (29) 61-50-48.

H.I

## ● MUSIQUE

### CONCERT GRATUIT A UZES



D'Avignon aux Cévennes, de la Côte à la Provence, dans tous les troquets, campings, baraques isolées en voie d'être retapées, les mêmes gens, les mêmes discussions : combien sont restés en France avec une préférence pour le Midi, à se ballader de ville en ville pour une seule chose : la musique ? Les plans étaient clairs au départ. du Castelet à Orange en passant par Arles et peut-être les Hautes corbières, l'itinéraire d'un mois et demi de détente était fixé.

Après le Castelet et Arles, l'époque des désillusions : on suit l'évolution de la catastrophe dans *Libération*, dans *Rouge* aussi. Partout les mêmes clins d'oeil, les mêmes sourires désabusés, la musique n'est plus là.

Alors quand on apprend que l'Art ensemble joue gratuitement à Uzès. on court même si c'est pas vraiment la musique dont on a besoin. Le rock

permet plus de surmonter les déprimes.

Sous les platanes...comme il fait beau, que l'endroit est calme : une esplanade sous les platanes, on se dit que ça fera toujours une dose de décibels. Et puis des musiciens qui décident de faire passer leur envie de jouer avant le reste, ça vaut bien les 50 Kms à faire.

Ils ont joué deux heures et demi, tranquillement, sans spectacle, montant doucement une musique ultra sensitive, nous introduisant irrésistiblement dans leur vision du monde telle qu'ils l'expriment à cinq dans leur musique. Certains regrettaient tout haut, qu'ils ne jouent que pour eux, mais vite on se laissait balancer comme le trompettiste, chimiste de la musique suggérant ses dernières découvertes de laboratoire. Le bassiste prenait visiblement énormément de plaisir à rythmer son

délire de musicien noir, heureux de pouvoir exprimer en musique tout ce qu'il ne peut dire autrement : son envie d'être peinarde partout, sans obligations.

Le plus intéressant musicalement, c'est l'incroyable force des sons des cuivres pourtant très peu stridents, par-dessus un jeu de batterie sans formes mais toujours dans le tempo.

Bonne soirée musicale, souffle détonnant dans une période énormément frustrante musicalement.

Et puis, pas de flics, pas de SO musclé, pas de caisse. Pourtant, personne ne se fait d'illusions, un tel concert restera exceptionnel : en effet, les plus grandes victimes de la trouille électorale qui nous frustre de musique, sont les musiciens eux-mêmes, qui ont cru un moment, que cet été serait l'occasion de s'en sortir. A.B

## télévision

### TF1

- 13.00 Journal
- 13.35 Les musiciens du soir
- 14.10 Samedi est à vous
- 18.40 Pour les jeunes
- 18.45 Magazine auto-moto
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Le village englouti (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Music-hall à Provins
- 21.40 Matt Helm (série américaine)
- Matt Helm : un double de James Bond
- 22.45 Journal

### A 2

- 15.00 Flash d'information
- 15.05 Rendez-vous avec
- 15.10 Jean-Roch Coignet (feuilleton)
- 16.00 L'été des jeunes (variétés)
- 18.15 Les 15-25
- Les universités politiques d'été
- 18.25 Caméra au poing (documentaire)
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Journal
- 20.30 Histoire de rire
- Une pièce d'Armand Salacrou
- 22.30 Junior Walker à Paris (variété)
- 23.05 Journal

### FR3

- 19.05 Les osmond brothers (dessin animé)
- 19.40 Des hommes, un événement
- La course des solitaires
- 20.00 Festival du court métrage
- Deux films d'animation et l'autre en prise de vue réelle.
- 20.30 L'ombre
- Une belle pièce d'Evguéni Schwartz où une ombre devient roi...
- 22.30 Journal

## DIMANCHE

### TF1

- 13.00 Journal
- 14.10 Au-delà de l'horizon
- Magellan, le premier tour du monde
- Direct à la une
- 17.35 Le grand Niagara
- 18.45 Les jours heureux (série américaine)
- 19.20 Les animaux du monde
- 20.00 Journal
- 20.30 Jeffe (1968)
- Série noire (du déjà vu)
- 22.00 L'épreuve des faits
- La vallée des premiers hommes
- Si l'on vous dit que l'héroïne de cette émission s'appelle Lucie, vous n'y prendrez pas garde. Il faut donc ajouter qu'elle est une australopitèque vieille de 3 millions d'années. Elle fut découverte il y a deux ans. Là, ça prend tout son intérêt.
- 23.00 Journal

### A2

- 15.00 Flash d'information
- 15.05 L'ami public numéro 1
- 17.30 La vie secrète des animaux
- Les lions
- 18.55 Stade 2
- 19.30 Jazz Averty
- Benny Carter spécial N°2
- 20.30 Jeux sans frontières
- 22.00 La dynastie des Forsyte (feuilleton)
- 22.50 Journal

### FR3

- 20.05 Les animaux chez eux
- Les cormorans d'Argentine
- 20.30 Sur et sous la communication.
- Nous trois et René. L'émission de Godard
- 22.20 Journal
- 22.30 Cinéma de minuit
- Cycle Jean Renoir
- Toni (1934)
- Un drame et une étude mœurs. Remarquablement bien foutu.

### A DES LECTEURS TROP ZELES

Le directeur du cinéma La Clef à Paris nous signale gentiment que sa salle de projection et ses fauteuils commencent à regorger de graffiti *Lisez Rouge*. N'ayant absolument aucune animosité contre notre journal, il propose aux trop zélés spectateurs d'installer un panneau dans le hall d'entrée du cinéma où pourra se lire un majestueux *Lisez Rouge*, ce qui est incontestablement plus visible que quelques gribouillis dans une salle obscure.



**Achetez Rouge tous les jours**

**dans le même kiosque**



Janvier 68 - 21 août 68 :  
204 jours de printemps tchécoslovaque

## 1) L'IRRESISTIBLE MONTEE

Lorsque le 5 janvier 1968 le comité central du parti communiste tchécoslovaque annonça, dans un bref communiqué, qu'il avait été mis fin aux fonctions de secrétaire général du parti du camarade Novotny « démissionnaire », bien peu d'observateurs se doutèrent alors de l'importance de cette décision. Son successeur, Alexandre Dubcek, secrétaire du parti en Slovaquie, était inconnu.

Son accession au secrétariat général était pourtant le résultat d'une intense lutte à l'intérieur des organismes dirigeants du Parti Communiste Tchécoslovaque (PCT) à l'extérieur des hautes sphères du parti.

Pourtant la crise couvait depuis plusieurs années. Les difficultés économiques se conjugaient aux difficultés politiques pour donner à la situation intérieure tchécoslovaque l'allure d'un inextricable échec.

Le gaspillage, la gabegie et l'incompétence présidaient aux choix économiques fondamentaux, trouvant leur source dans une économie hyper-centralisée où les pleins pouvoirs des fonctionnaires du parti n'avaient d'égal que l'impossibilité totale où était la classe ouvrière - théoriquement au pouvoir - d'influer sur les décisions prises.

Mille anecdotes (valables à Prague comme à Varsovie ou à Moscou) ont décrit les conséquences d'un tel état de fait : j'em-foutisme, vol, gaspillages divers, inadéquation de la production aux besoins sociaux les plus courants, etc. Toutes les campagnes idéologiques - et elles furent nombreuses, ne purent jamais sauter par-dessus le mur d'une réalité matérielle simple : la classe ouvrière, dépossédée de son pouvoir, n'avait aucune raison de faire preuve d'initiative et d'abnégation pour faire remonter la pente à une économie déficiente.

### Les raisons d'un changement.

Or, et c'était l'enjeu du débat dans les derniers mois de 67, une solution semblait poindre. Si l'aiguillon de l'idéologie était impraticable, ne pouvait-on utiliser celui du profit personnel en indexant beaucoup plus étroitement qu'auparavant les salaires sur les résultats financiers des entreprises ? Cette solution, qui n'était d'ailleurs pas nouvelle puisqu'elle était discutée depuis plusieurs années en URSS et était à la veille d'être mise en pratique sur une grande échelle en Hongrie, souleva d'emblée la méfiance de cette couche de cadres intermédiaires qui devaient plus leur place à leur fidélité au parti qu'à leur compétence professionnelle. C'est que la « réforme économique », telle qu'elle était préconisée par Ota Sik et son école, dans la mesure où le profit en était le moteur essentiel, mettait l'accent sur les compétences à le réaliser, c'est-à-dire sur un minimum de savoir-faire professionnel. Beaucoup de cadres en étant dénués, leur résistance se refléta au sommet de l'appareil, creusant la première fracture profonde dans le monolithisme du parti. Sans être totalement tranché, le débat reçut un début de réponse avec l'éviction de Novotny ce 5 janvier 1968. De toutes façons le comité central n'avait pas d'autres choix. Quitte à tenter un nouveau départ, autant le faire avec un homme neuf. Dubcek, fonctionnaire discret et ouvert, avait au moins cet avantage sur tous les autres postulants de n'apparaître

comme l'homme d'aucune faction, de ne polariser sur sa personne ni trop de haine ni trop de soutien pour être « barré » par les uns ou par les autres. Le plus petit commun dénominateur en quelque sorte. C'est sans doute l'avantage essentiel que lui trouvèrent les soviétiques appelés à donner leur avis primordial sur cette question.

### La classe ouvrière comme enjeu

Jusqu'alors le débat était resté dans l'appareil. Pour l'homme de la rue, ceux d'en haut » réglèrent leurs comptes, Novotny ou Dubcek, finalement, quelle importance ? C'est en posant, dans les semaines qui suivirent, le débat sur la place publique que les protagonistes enclanchèrent le « Printemps de Prague ». Il n'est pas de tradition en Europe de l'Est que les masses soient invitées aux débats politiques fondamentaux. Cette fois les circonstances les mirent dans une position d'arbitre, rôle inhabituel, vis à vis des deux fractions qui se disputaient le pouvoir. Même sans conseils ouvriers cette situation devait révéler les potentialités inouïes que recèle la démocratie socialiste. A l'inverse, cette démocratie, principalement parce que sans conseils ouvriers, devait révéler ses faiblesses et les raisons profondes de ses capitulations et de son échec final.

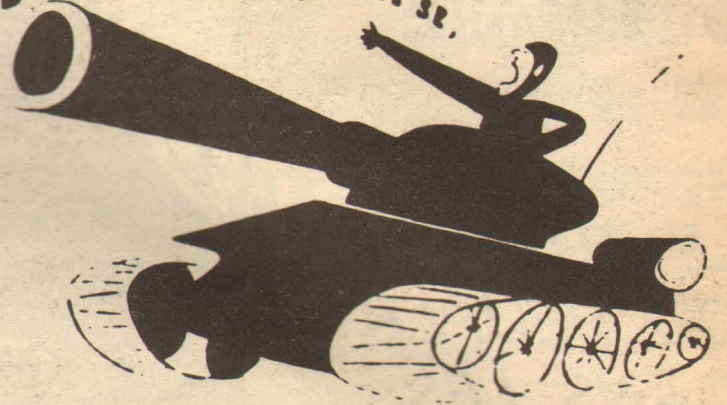
Ecarté du comité central, Novotny n'en restait pas moins président de la République, dépositaire d'un pouvoir découlant, non pas de sa charge purement honorifique, mais des réseaux de

clientèles qu'il avait eu le temps de tisser durant son règne. C'est cette clientèle qu'il mit en action pour lancer la contre-attaque en direction de la classe ouvrière. Cette dernière, Novotny le savait mieux que personne, ne lui accordait pas une once de confiance. Mais de ce point de vue, il n'était pas plus mal loti que Dubcek qui n'en suscitait guère plus. Par contre, Novotny avait sur Dubcek l'avantage de n'avoir pas à assumer une réforme économique qui soulevait bien des inquiétudes. Ne disait-on pas que la réforme économique remettrait en question les avantages sociaux et salariaux conquis par la classe ouvrière depuis 1948 ? Novotny, lors d'une tournée de meetings dans les entreprises après son éviction du secrétariat général, ne fit rien pour calmer les inquiétudes ouvrières, loin s'en faut, oubliant opportunément de parler de la situation économique sous sa direction. Il « chargea » au maximum la nouvelle équipe qui, pour se défendre, dut répondre.

### Les nouveaux arbitres

C'était une situation assez nouvelle. Pour la première fois depuis longtemps les masses étaient mises en demeure de trancher un conflit né à l'intérieur du parti. Mais pour que l'arbitre lui soit favorable, chacune des deux fractions se devait de lui offrir quelque chose. Novotny n'avait que son passé à offrir : on comprend qu'il préférât le faire oublier. A l'inverse, son passé était ce qui faisait la force des Dubcekiens. Vieux stalinien mal dégrossi par une déstalinisation superficielle

PROLETÁŘI VŠECH ZEMÍ SPOJTE SE,  
NEBO STRELÍM !!



« Proletaires de tous les pays unissez-vous ou je tire »

et tardive (ce n'est que dans le cours des années 60 que furent déboulonnées dans le pays les statues de Staline), Novotny incarnait, avec raison, les années les plus sombres de la Tchécoslovaquie d'après-guerre, celle des procès et des exécutions des années 50, celle des années de pénurie, de l'arbitraire policier, de l'étouffement culturel. En le rappelant les dubcekiens assurèrent que cela ne se reproduirait plus. Si cette tactique permettait d'écarter un rival, elle les liait pour l'avenir. Engagés sur cette voie, les premières concessions en appelaient d'autres. Elles enclanchèrent rapidement une dynamique de démocratisation peu maîtrisable par le pouvoir, et en fait peu maîtrisée, comme en fait foi ses multiples hésitations et retournements.

### Une dynamique révolutionnaire

Dans un débat public et permanent beaucoup de choses furent à ce moment-là discutées. Mais ce qui devait se révéler le plus lourd de conséquences pour l'avenir furent les remises en cause de quelques tabous constitués par l'unité et le rôle dirigeant du parti, la censure sur la presse, les rapports avec l'Union Soviétique.

Comme en Hongrie en 56, la question de la réhabilitation des an-

ciens dirigeants du parti, exécutés dans les procès des années 50 révéla un potentiel explosif formidable. Nombre de fonctionnaires de l'Etat, juges et policiers, nombre de permanents du parti, qui avaient eu une lourde responsabilité dans ces procès, étaient encore en place. Demander la réhabilitation des victimes était, par contre-coup, demander la démission de leurs bourreaux, puis, par glissement, s'interroger sur la nature d'un parti qui avait laissé s'instaurer d'aussi graves manquements à la « légalité socialiste ». A terme, c'était déboucher sur le type de démocratie socialiste à instaurer, sur le bien-fondé du monopole politique du parti et donc sur la légalisation éventuelle d'autres partis se réclamant du socialisme.

C'est d'ailleurs bien en ces termes qu'eut lieu la discussion, dans une presse de moins en moins bridée par une censure qui venait d'être abolie. De nombreux clubs de discussion se mirent à fonctionner très rapidement. Dans de tels débats, peu de choses demeurent sacrées. L'Union soviétique n'y échappa pas. Car s'il existait un certain consensus sur le caractère privilégié des alliances à avoir avec l'URSS, on ne se priva pas de remettre en question les déséquilibres dans les avantages mutuels qui en étaient retirés, déséquilibres aussi bien économiques que politiques ou militaires.

### Les rats quittent le navire

De tels débats ne pouvaient pas demeurer sans conséquences à l'intérieur du parti. De plus en plus violemment mis en cause Novotny « démissionnait » le 21 mars de la présidence de la république pour ne plus réapparaître sur la scène politique jusqu'à sa mort. Il était remplacé par le général Svoboda. A certains échelons un vent de panique se mit à souffler. Ce fut l'époque où des bureaucrates mouillés dans les « irrégularités » antérieures se suicidèrent pour échapper aux poursuites judiciaires qui se dessinaient sous la pression de l'opinion publique. D'autres jugèrent plus prudent de prendre le large à l'étranger, tel le général Sejna, principal dirigeant politique de l'armée sous Novotny, qui émigra aux Etats-Unis (il y travaille maintenant pour la CIA). D'autres enfin préférèrent donner leur démission, ou furent démissionnés sous la pression populaire.

A l'évidence l'équipe Dubcek n'avait pas prévu autant de remous dans l'appareil. Elle gouvernait d'ailleurs avec un comité central élu sous Novotny, un organisme fluctuant au gré des rapports de force, et dont de nombreux membres ne devaient pas résister à la magistrale leçon de « réalisme » qu'asséna l'URSS en intervenant militairement. Aussi facilement qu'ils avaient soutenu Dubcek, ils soutinrent Husak, ce qui explique beaucoup de faiblesses de la direction du « printemps de Prague ». Mais pour l'heure, ces faiblesses n'étaient guère visibles : un immense appui populaire portait Dubcek et son programme.

Tibor Sereti

Lundi : l'intervention.



21 août 68 : les premiers chars soviétiques rentrent à Prague où les autobus servent de barricade.